

CONFLITS SCOLAIRES

Mal entendus

David Wagner

Les conflits entre les enseignants de la capitale et la difficile application des profondes réformes de l'enseignement fondamental, le personnel scolaire passe un automne particulièrement chaud.

« Ah non, ah non ! Je ne veux pas m'immiscer dans ce dossier ! J'ai déjà assez à faire comme ça ! ». La réaction de la ministre de l'éducation nationale Mady Delvaux-Stehres (LSAP), lorsqu'elle fut interrogé par le woxx au sujet du conflit opposant le Comité de cogestion des enseignants de la ville de Luxembourg (Cocoge) (voir woxx 1035) à la majorité échevinale, témoigne du degré de fébrilité dont est atteint l'école luxembourgeoise. Il est vrai que la conférence de presse de la ministre ne portait pas sur ce sujet : ce mercredi, la ministre a dressé un premier bilan du premier trimestre d'application de la nouvelle loi sur l'enseignement fondamental.

Mais faudrait-il pour autant détacher entièrement ce conflit du remue-ménage qui touche actuellement la nouvelle école fondamentale ? Après tout, le Cocoge reproche entre autres à l'équipe dirigeante au « Knuedler » un manque de transparence et peu de respect pour le dialogue avec le corps enseignant. Certes, Mady Delvaux-Stehres a raison lorsqu'elle affirme que la gestion de l'école fondamentale relève de la compétence des com-

munes. Mais de l'autre côté, il existe une loi - la sienne - qui indique la marche à suivre aux communes. Et que faire si cela ne fonctionne pas dans les règles de l'art ? Un raisonnement plus politicien pourrait laisser entendre que la ministre, qui appartient à une majorité au plan national (CSV-LSAP), qui, dans la capitale, est dans l'opposition face à la majorité DP-Gréng, ne souhaite pas courir le risque de se montrer partisane.

Il faut le dire : ils n'étaient pas très nombreux, les enseignantes et enseignants du territoire de la capitale ce lundi, lors de la manifestation organisée par le Cocoge et soutenu par les syndicats SEW (OGBL) et FNCTTFEL, pour marquer leur désaccord avec la manière dont ont été effectuées les coupes budgétaires de l'enseignement. La présidente du Cocoge (et du SEW), Monique Adam en est tout à fait consciente, mais tient à relativiser : beaucoup d'enseignants sont pris, justement à cette période de l'année, dans l'élaboration des bilans intermédiaires, ce qui constitue pour eux une première. De plus, elle affirme que la commune a exercé une « grande pression » sur les enseignants-e-s. Par contre, Monique Adam ne nie pas qu'un certain nombre d'entre eux « ne sont pas tout à fait conscients des enjeux ».

La bataille est rude pour les enseignant-e-s : il y a probablement

peu de métiers qui ont perdu tant de prestige social au cours des dernières décennies : privilèges, paresse et insatisfaction constante sont les lieux communs auxquels ces derniers sont régulièrement confrontés. Comment expliquer alors à l'opinion publique que tout a un coût, surtout l'école ? D'autant plus que même un syndicat comme la FNCTTFEL avoue que « les conséquences exactes sur les élèves des coupes prévues ne sont pas encore connues ». D'un autre côté, le syndicat mentionne les 18 pour cent de réduction des dépenses par rapport à l'année 2009.

Dialogue sur la piste noire

Dans sa lettre à la majorité municipale, le Cocoge a énuméré les différentes réductions de budget prévues pour 2010 dans le domaine de l'enseignement. Ainsi, le budget des fournitures passerait de 670.000 à 610.000 euros et celui du matériel didactique de 466.000 à 389.000 euros. Dans les grands médias, ce fut surtout la discussion des « classes de neige » qui était à l'honneur : en effet, le budget prévu pour les séjours à l'étranger passerait de 400.000 à 300.000, ce qui signifiera la fin des séjours à l'étranger au profit de séjours au Grand-Duché. Une solution moins

onéreuse, selon l'échevine à l'enseignement Viviane Loschetter (déi Gréng) et qui aurait l'avantage de faire découvrir aux élèves leur propre pays - et surtout à celles et ceux qui viennent d'arriver - et à soutenir l'économie nationale. Aux yeux de Monique Adam, cet argument ne tient pas forcément la route : d'abord parce que les séjours à l'étranger, si leurs coûts sont plus élevés au niveau des frais de transports, ne sont pas forcément plus chers une fois sur place. Au contraire, un séjour au Luxembourg pourrait se révéler plus cher.

Ensuite, la Ville de Luxembourg ne s'est pas privée de détacher, alors que le Conseil délibérait encore au sujet du budget, une employée qui distribuait pendant la manifestation du Cocoge la prise de position du conseil échevinal avec en ajout une prise de position du « Technolink ». Ce dernier y fait la « petite mise au point suivante » : « Sachant que tous les services de la ville devront faire des économies et ne connaissant pas encore le montant réel des économies sur les points de budgets relatifs au Centre technolink, il paraît du moins prématuré de parler de 'coupes sévères' ».

Là aussi, la confusion semble régner. Alors que l'échevin aux finances François Bausch (déi Gréng) explique à RTL-Television que l'on ne peut pas, en plein déficit budgétaire, se permettre d'acquiescer tous les ans



Lundi, 7 décembre devant l'Hôtel de Ville : une petite manifestation qui symbolise tous les malentendus actuels au sujet de l'école.

PHOTO : DAVID WAGNER

de nouveaux ordinateurs, le Cocoge argue de son côté qu'il ne s'agit pas d'en acquérir de nouveaux tous les ans, au contraire, car cela empêcherait notamment les élèves de s'habituer à leurs machines.

Ces différents exemples illustrent en fait un malaise plus profond qui est celui de l'opacité du processus de prise de décision. Dans son allocution lors de la manifestation, Monique Adam ne réfute pas le principe même des restrictions budgétaires, « mais nous aimerions être associés au processus de décision, car cela permettrait de mieux dégager les postes où l'on pourrait épargner de manière plus intelligente ».

Le manque de transparence du Conseil communal de la Ville de Luxembourg n'est pas une nouveauté. Cela ne semble pas avoir changé avec l'arrivée de déi Gréng dans la majorité échevinale. C'est ce que déplore aussi Marc Angel, député et président de la fraction socialiste de la capitale : « La cogestion a toujours bien fonctionné en ville, mais depuis que les Verts sont dans la majorité, c'est le bordel ». Et s'il ne voulait pas encore prendre position concernant le conflit, préférant attendre une entrevue, il confirme les dires du Cocoge qui accuse principalement l'opacité du budget.

D'ailleurs, selon Adam, le problème réside dans le fait que la

commission scolaire de la ville de Luxembourg n'aurait même pas été consultée, ce que préconise pourtant la loi sur l'enseignement fondamental. Seule une réunion avec le collège échevinal a eu lieu le 10 novembre lors de laquelle les responsables du Cocoge ont été placés devant le fait accompli.

Mady Delvaux-Stehres : « Rome ne s'est pas construite en un jour »

Pourtant, la concertation et le dialogue constituent les maîtres mots de la politique scolaire de ces dernières années. Et en relation avec l'ampleur des réformes engagées, que même la majorité des enseignants ne semble pas remettre fondamentalement en question, une grosse fatigue - c'est le moins que l'on puisse dire - est palpable auprès de celles et ceux qui doivent désormais mettre en musique sur le terrain les partitions concoctées par les spécialistes de la réforme pédagogique dans les ministères.

Peu dupe, la ministre est consciente des efforts consentis, mêlés toutefois à de la frustration sur fond d'improvisations quotidiennes : « C'est un grand changement pour tout le monde et je n'ai jamais douté que cela puisse se réaliser sans critiques. Mais

que voulez-vous, Rome non plus ne s'est pas construite en un jour ». Certes, mais les gladiateurs n'ont pas été lâchés dans l'arène avant même que le Colisée ne fût terminé.

Et c'est un peu le sentiment qui prévaut. Une institutrice désirant garder l'anonymat, qui exerce ce métier depuis plus d'une trentaine d'années, nous a confié que si elle salue les « avancées positives » de la réforme de l'enseignement fondamental, elle ressent une « énorme pression psychologique ». « On a l'impression que le ministère ne nous fait pas confiance », explique-t-elle. Et de confirmer ce que la ministre avait déclaré plus tôt à la presse : désormais, les instituteurs-trices doivent tout acter, le procès-verbal étant devenu une des principales activités de l'enseignant. Ces rapports font écho aux réunions hebdomadaires entre les différents intervenant-e-s de l'école. Si la tâche de l'enseignant réformée lors de la législature précédente prévoit 60 heures annuelles pour ces discussions, c'est-à-dire une heure et demi par semaine, elle ne laisseraient pas forcément beaucoup de place à des échanges constructifs. Et de continuer « c'est peut-être plus facile pour les plus jeunes d'entre nous, qui sont encore célibataires et sans enfants et qui ont le temps et l'énergie suffisante ». Ce « formalisme » déplaît aussi à Monique Adam qui estime que si la

concertation entre les responsables du monde scolaires est importante, elle devrait se faire de manière plus fluide, peut-être dans des groupes plus restreints. « Sinon, les gens ne font que perdre du temps et ils rentrent à la maison frustrés car ils ont l'impression qu'ils n'ont pas pu dire tout ce qu'ils voulaient », ajoute-t-elle.

Mais l'accouchement le plus douloureux restent certainement les bilans intermédiaires. Aussi bien pour les enseignants que pour les parents. Pour les premiers, il s'agit de transformer l'essai. Car s'ils ont pu se familiariser, comme l'a rappelé la ministre, avec les bilans, c'est lors de la mise en pratique que beaucoup se rendent finalement compte de la difficulté de l'exercice. Ou plutôt : un certain nombre de fonctionnaires vont être confrontés aux critiques de manière plus concrète. En effet, les critiques des enseignants ne sont pas nouvelles : depuis des mois déjà, ils - ou en tout cas les syndicats qui les représentent - dénoncent la précipitation et le manque de préparation d'un personnel qui a l'impression d'être jeté à l'eau d'une piscine en cours de construction. En tout cas, tout semble indiquer qu'enseignants, parents et élèves devront, bon gré, mal gré, apprendre une nouvelle nage tout en s'occupant des finitions du bassin.